

Le Président DALADIER, lui, s'était pendant ce temps installé à CASABLANCA où il vivait très modestement dans un hôtel en compagnie de son fils, ne sortant guère, n'ayant d'autres distractions que celles que je lui procurais en lui envoyant une voiture qui lui permettait de faire quelques excursions. Retenu, d'ailleurs, à la chambre, le plus souvent par son état de santé, (son pied étant toujours enflé) il ne fut presque pas remarqué dans la grande cité marocaine et c'est en toute tranquillité d'esprit que le jour où il en manifesta le désir, je lui facilitai le moyen de regagner la FRANCE par l'ALGERIE en employant la voie ferroviaire. Il avait été durant tout son séjour, parfait de tact et de délicatesse, ne voulant causer -et c'était manifeste- aucun ennui, ni au gouvernement, ni au Résident général, ni au Directeur de la Sécurité publique.

Si les parlementaires occupaient l'opinion, il existait à côté d'eux un certain nombre de hauts fonctionnaires ou de hautes personnalités arrivés par le même bateau et au sujet desquels on a fait moins de bruit.

C'était JEAN PERRIN l'illustre membre de l'Académie des Sciences, c'était le Directeur de l'Ecole de Rome, c'était Monsieur Julien CAIN Directeur de la Bibliothèque nationale, c'était Monsieur HYMANS, Directeur Général des Beaux-Arts, d'autres encore, qui, après un séjour de quelques semaines sur la terre marocaine partirent tous les quatre pour le PORTUGAL et de là, en AMERIQUE où JEAN PERRIN devait mourir quelques mois plus tard.

Il est bien évident que les conditions dans lesquelles le "MASSILIA" est venu au MAROC en juin 1940 étaient des plus régulières. Ordonné par le Gouvernement, organisé par le Ministre de la Marine ce voyage répondait à un dessein. Il n'a dépendu de personne que le nombre des parlementaires embarqués ne s'élevât à 4 ou 500 au lieu d'être seulement d'une vingtaine.

Cette relation un peu sèche est en tous cas rigoureuse sur tous les points. les nombreuses histoires dont j'ai pu lire la narration dans certains journaux français qui n'avaient certainement puisé leurs renseignements aux bonnes sources. Ajoutons à cela, l'affolement du moment, l'état d'esprit des gens qui venaient de vivre en FRANCE l'exode et les tribulations de la défaite et on aura un aperçu assez exact de l'état moral dans lequel se trouvaient ces parlementaires touchant une terre étrangère et dont le désir unanime semblait être à ce moment là de continuer la lutte sur le sol africain.

CASABLANCA.

Le bateau imposant par ses dimensions et qui était affecté d'ordinaire aux lignes de l'AMERIQUE DU SUD pouvait contenir 1.200 passagers : Aussi nous attendions-nous à trouver à bord un nombre important de parlementaires.

Je me présentais Commandant du Bateau qui m'annonça la présence d'un Sénateur, de 25 Députés, quelques-uns avec leur famille, ainsi que de quelques hauts fonctionnaires français.

Il y avait également à bord un Quester de la Chambre des Députés, Monsieur PERPETTI, les Services de la Questure, de nombreux fonctionnaires du Palais BOURBON, les Services de Comptabilité et la Caisse, les archives, enfin, le Général Commandant le Palais BOURBON (le Général MICHEL).

L'instant d'après, j'étais mis en présence de Monsieur Edouard DALADIER, ancien Président du Conseil qui me donnait les premiers renseignements précis sur les passagers : 22 parlementaires seulement étaient à bord : Un sénateur, Monsieur TONY REVILLON et les Députés suivants : Messieurs EDOUARD DALADIER, PAUL BASTID, CAMPINCHI, YVON DELBOS, JOSEPH DENAIS, GALANDOU DIOUF, MARIUS DUBOIS, SALOMON GRUMBACH, GUASTAVINO, DE LA GROUDIERE, ROBERT LUZURICH, LE TROQUER, LEVY ALPHANDERY, GEORGES MANDEL, PIERRE MANDES-FRANCE, JIMMY SCHMIDT, EUGENE THOMAS, PIERRE VIENTOT, WILTZER, JEAN ZAY.

Certains étaient accompagnés de leur famille.

Le Président DALADIER que vint bientôt rejoindre Monsieur GEORGES MANDEL m'expliqua les conditions dans lesquelles leur embarquement s'était effectué,

Sur un ordre de Monsieur POMARET, Ministre de l'Intérieur.

Monsieur DALADIER pensait que les Sénateurs avaient été embarqués sur un autre bateau, que ses autres collègues de la Chambre arrivaient également au MAROC par d'autres voies et que Monsieur le Président de la République avait été dirigé sur ALGER où devait se reconstituer le gouvernement, s'installer la Chambre afin de continuer la lutte contre l'ALLEMAGNE.

Je détruisais les illusions du Président en lui annonçant ce qu'il ne savait pas encore, le "MASSILIA" étant privé de tout moyen de communication par radio, à la fois la formation du gouvernement du Maréchal PETAIN et l'armistice demandé par ce dernier au Chancelier HITLER.

Monsieur DALADIER, comme Monsieur MANDEL d'ailleurs, s'inquiétèrent aussitôt à savoir si les bateaux anglais existaient dans le port, afin, me dirent-ils, de prendre passage sur l'un d'eux puisque leur politique de résistance à l'Allemagne n'était plus acceptée par le Gouvernement Français.

Après de nombreuses discussions, il fut décidé que les Députés algériens continueraient le soir même leur voyage vers leur

circonscription, tandis que les Députés Français s'installeraient à CASABLANCA et dans les environs.

Il est bien évident que les mesures envisagées la veille pour le cas où les parlementaires seraient très nombreux n'avaient plus aucune raison d'être dès l'instant qu'ils ne dépassaient pas la vingtaine.

Quatre d'entre eux, seulement, étaient en uniforme : Messieurs VIENOT, WILTZER, JEAN ZAY, et P. MENDES-FRANCE. Tous quatre se prêtèrent de bonne grâce à être mis à la disposition du Général Commandant les Troupes du MAROC qui leur donnerait une affectation correspondante à leur grade et à leurs fonctions antérieures.

Il fut décidé également que dans l'après-midi du même jour le Président DALADIER viendrait à RABAT d'où il pouvait plus facilement communiquer avec le Général NOGUES encore à ALGER où il exerçait toujours le Commandement en Chef de l'AFRIQUE DU NORD.

En effet, dès après déjeuner, j'emmenai dans ma propre voiture, le Président DALADIER et Monsieur G. MANDEL ancien Ministre de l'Intérieur. Ni l'un ni l'autre n'avait eu l'occasion de visiter le MAROC et ils en découvraient les beautés avec une naïveté qui était bien faite pour m'étonner, étant donné les hautes fonctions qu'ils avaient l'un et l'autre assumées.

Dès l'arrivée à RABAT, nous nous rendions à la Résidence générale où se passe une scène qui vaut d'être fixée :

Monsieur EDOUARD DALADIER, très fatigué, se ressentant encore d'un accident de cheval qu'il avait eu pendant l'hiver précédent et lui avait laissé une jambe ankylosée, se rendit auprès de Madame NOGUES pour téléphoner aux Généraux. Pendant que nous l'attendions dans le Cabinet du Chef du Secrétariat particulier Monsieur HUTIN, Monsieur Georges MANDEL exprima le désir de téléphoner au Consul général d'Angleterre; puis, comme la communication tardait, celui de s'y rendre même à pied. On lui donnait bien entendu une voiture et il resta absent pendant plus de trois quarts d'heure. A son retour il avait abandonné l'attitude maussade qu'il avait depuis l'arrivée et se montrait visiblement très satisfait de sa visite. Il ne faut pas oublier que, malgré la température de l'époque, Monsieur MANDEL continuait à observer la règle vestimentaire qui a toujours été la sienne : portant chapeau melon et le col enfermé dans un faux-col rigide et haut qui devait considérablement gêné ses mouvements.

L'Ancien Ministre de l'Intérieur attendit encore un instant le retour de Monsieur DALADIER et tous deux en ma compagnie, allèrent visiter les Promenades de la ville de RABAT.

Je dois dire qu'au cours de cette promenade faite à pied, ils furent l'un et l'autre reconnus par un très grand nombre d'Européens et d'Indigènes, salués respectueusement, sans provoquer la moindre réflexion désagréable ni le moindre geste de la part de la population.

Enfin, vers 19 heures, tous deux repartaient vers CASABLANCA, toujours dans ma voiture, tandis que j'allais régler de nombreuses

affaires laissées en suspens, leur donnant rendez-vous pour le lendemain, jour où je pensais faire procéder à leur débarquement et les installer dans les meilleurs hôtels du grand port marocain.

Le lendemain matin, en effet, j'étais de très bonne heure au port et me préparais à aller prendre à bord le Président DALADIER et Monsieur YVON DELBOS, ancien Ministre des Affaires étrangères, lorsque j'appris que le "MASSILIA" avait été changé de place pendant la nuit et amarré au quai des phosphates.

J'allais m'y rendre en barcasse lorsque je croisai les deux anciens Ministres. Je les dirigeai tous deux vers leur hôtel respectif, tandis que des incidents violents se produisaient sur le quai conduisant au bateau dans deux voitures; en effet, Monsieur CAMPINCHI et Madame CAMPINCHI d'une part, Monsieur LUZURICK et JEAN ZAY d'autre part avaient voulu débarquer sans attendre mes instructions et avaient été reconnus par des membres du P.S.F. qui arrêtaient les taxis, insultèrent copieusement les trois parlementaires et se livrèrent à des voies de fait sur la personne de Monsieur JEAN ZAY, ancien Ministre de l'Education Nationale.

Prévenu de ces événements, je fis diriger les parlementaires sur le Commissariat divisionnaire de Police où ils me racontèrent l'incident.

Je décidai alors, qu'au lieu de les laisser à CASABLANCA où ils risquaient d'être reconnus à nouveau, de les diriger sur RABAT, ville où la surveillance de leur personne serait plus facile. Dès le soir, Monsieur JEAN ZAY était installé à RABAT ainsi que sa famille et Monsieur L. ZURICH se dirigeait sur MEKNES.

Après m'être assuré de l'hébergement de tous les parlementaires, je rentrai à ma Direction vers 18 heures, convaincu qu'aucun incident n'était plus désormais à craindre. Je signalais de nombreuses pièces quand, tout à coup, un bruit de moteur se fit entendre venant d'un appareil de la "ROYAL AIR FORCE" Hydravion qui cherchait à se poser dans les environs immédiats du port de RABAT. Il y réussissait vers 19 heures et l'on en voyait bientôt descendre, outre le Général LORD GORT, Commandant en Chef de l'armée anglaise, Monsieur DUFF-COOPER, Ministre de l'Information britannique et quelques officiers. Tous se rendirent aussitôt au Consulat Général de GRANDE-BRETAGNE, tandis que j'allais rendre compte de cette arrivée au Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale.

Je le trouvai tonitruant, essayant d'obtenir le Général NOGUES au bout du fil, poussant des vociférations parce que, disait-il l'arrivée de ces hautes personnalités anglaises était alliée à la visite qu'avait faite Monsieur G. MANDEL au Consul Général de GRANDE-BRETAGNE. En effet, l'ancien Ministre s'était imaginé pouvoir organiser en AFRIQUE du NORD un gouvernement dissident avec l'appui des Britanniques, comptant sur les forces militaires du Général NOGUES et sans avoir averti de son intention, ni le Commandant en Chef de l'Armée, ni ses anciens collègues. La situation devenait à la fois burlesque et grave.

Tandis que le Ministre de l'Information britannique était convoqué auprès du Délégué à la Résidence et donnait les premières explications, je m'assurai de la présence à bord du "MASSILIA" de Monsieur GEORGES MANDEL qui depuis le matin avait tout fait pour tenter de débarquer. Nous eûmes par téléphone une conversation plutôt aigre-douce, au cours de laquelle j'indiquai à l'ancien Ministre de l'Intérieur d'avoir à regagner au plus vite sa cabine, sans quoi je serais obligé de l'y faire conduire et garder à vue. Il protesta et me menaça alors de me faire révoquer lorsque, me dit-il, il serait à nouveau à la tête de l'administration Préfectorale. Mais cette attitude n'ébranla pas ma décision.

Pendant ce temps, le Général NOGUES décidait de venir à RABAT dès le lendemain, tandis que les personnalités britanniques, après un dîner chez leur Consul général, se rendaient à l'hôtel où ils passaient la nuit.

Dès le lever du jour, le lendemain, un bruit de moteur imposant nous annonçait le départ pour GIBRALTAR du Ministre de l'Information et de LORD CORT.

A 13 heures, un déjeuner réunissait autour de lui à la Résidence générale, outre le Président DAL'DIER, Monsieur DELBOSS, CAMPINCHI, le Général FRANÇOIS Commandant les troupes du MAROC et moi-même. A l'issue de ce déjeuner, j'interrogeai le Général afin de savoir ce que nous décidions en ce qui concernait Monsieur GEORGES MANDEL qui ne pouvait demeurer plus longtemps à bord du "MASSILIA" où, d'ailleurs, l'équipage, très monté, risquait de lui faire un assez mauvais sort. Il était entendu que Monsieur MANDEL serait dirigé vers la station IFRANE, dans les premiers contreforts de l'ATLAS, station estivale du MAROC, et installé à l'hôtel MANHABA, établissement de premier ordre.

Mais en décider ainsi était une chose, et obliger l'ancien Ministre à obéir était une autre affaire. Il fallut user à la fois de beaucoup de ménagements et de beaucoup de souplesse pour arriver à ce qu'il veuille bien consentir au déplacement. Avec lui voyagerait une actrice de la Comédie-Française qui ne le quittait guère, ainsi que sa petite fille. Mais outre de nombreux bagages personnels, le Ministre transportait avec lui, près de 2.000 Kilogs de malles, de valises, contenant des papiers, des documents et jusqu'à une statue en pied de son Maître GEORGES CLEMENCEAU. Dès lors on avait vraiment tout vu. Le voyage s'effectua toutefois sans encombre, mais à peine arrivé à IFRANE, l'Ancien Ministre protestait sur le choix de ce lieu de résidence, affirmant que son état de santé ne lui permettait pas d'y vivre, m'adressant des télégrammes affolés de protestations destinés les uns au Président de la République, les autres au Président du Sénat et au Président de la Chambre.

Le Président DALADIER, lui, s'était pendant ce temps installé à CASABLANCA où il vivait très modestement dans un hôtel en compagnie de son fils, ne sortant guère, n'ayant d'autres distractions que celles que je lui procurais en lui envoyant une voiture qui lui permettait de faire quelques excursions. Retenu, d'ailleurs, à la chambre, le plus souvent par son état de santé, (son pied étant toujours enflé) il ne fut presque pas remarqué dans la grande cité marocaine et c'est en toute tranquillité d'esprit que le jour où il en manifesta le désir, je lui facilitai le moyen de regagner la FRANCE par l'ALGERIE en employant la voie ferroviaire. Il avait été durant tout son séjour, parfait de tact et de délicatesse, ne voulant causer -et c'était manifeste- aucun ennui, ni au gouvernement, ni au Résident général, ni au Directeur de la Sécurité publique.

Si les parlementaires occupaient l'opinion, il existait à côté d'eux un certain nombre de hauts fonctionnaires ou de hautes personnalités arrivés par le même bateau et au sujet desquels on a fait moins de bruit.

C'était JEAN PERRIN l'illustre membre de l'Académie des Sciences, c'était le Directeur de l'Ecole de Rome, c'était Monsieur Julien CAIN Directeur de la Bibliothèque nationale, c'était Monsieur HYMANS, Directeur Général des Beaux-Arts, d'autres encore, qui, après un séjour de quelques semaines sur la terre marocaine partirent tous les quatre pour le PORTUGAL et de là, en AMERIQUE où JEAN PERRIN devait mourir quelques mois plus tard.

Il est bien évident que les conditions dans lesquelles le "MASSILIA" est venu au MAROC en juin 1940 étaient des plus régulières. Ordonné par le Gouvernement, organisé par le Ministre de la Marine ce voyage répondait à un dessein. Il n'a dépendu de personne que le nombre des parlementaires embarqués ne s'élevât à 4 ou 500 au lieu d'être seulement d'une vingtaine.

Cette relation un peu sèche est en tous cas rigoureuse sur tous les points. les nombreuses histoires dont j'ai pu lire la narration dans certains journaux français qui n'avaient certainement puisé leurs renseignements aux bonnes sources. Ajoutons à cela, l'affolement du moment, l'état d'esprit des gens qui venaient de vivre en FRANCE l'exode et les tribulations de la défaite et on aura un aperçu assez exact de l'état moral dans lequel se trouvaient ces parlementaires touchant une terre étrangère et dont le désir unanime semblait être à ce moment là de continuer la lutte sur le sol africain.